

M. Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris France

Paris, le 16 juin 2025

Monsieur le Président de la République,

La France a été un pays précurseur en adoptant, dès 2017, une loi sur le devoir de vigilance des entreprises et en soutenant ensuite l'adoption de la directive européenne. Alors que les risques sociétaux continuent de croître, la France doit garder le cap et réaffirmer son ambition.

Vous avez exprimé lors du sommet Choose France, le 19 mai dernier, votre intention de demander l'abrogation de la directive européenne sur la diligence raisonnable des entreprises (CSDDD).

Pour les investisseurs responsables que nos organisations respectives représentent, une telle décision entraînerait des conséquences négatives significatives en termes financiers et sociétaux.

L'application du devoir de vigilance obligatoire en matière de droits humains et environnementaux, en conformité avec les normes internationales, améliore la gestion des risques financiers et du capital humain et social. Il renforce la résilience des chaînes d'approvisionnement, réduit les risques réputationnels et aide les entreprises et investisseurs à aligner leurs activités sur les exigences de leurs bénéficiaires et clients, en constante évolution. Ce devoir de vigilance est soutenu et mis en œuvre depuis des années par de nombreux [investisseurs](#) et [entreprises](#) à travers le monde¹, et en particulier en France, où l'on compte 419 signataires des PRI et 2000 entreprises et organisations à but non lucratif signataires du Pacte Mondial des Nations Unies.

Le Parlement français a reconnu ces bénéfices et s'est positionné en pionnier sur le sujet en adoptant la Loi sur le devoir de vigilance en 2017, initiative suivie par les Pays-Bas, l'Allemagne et la Norvège. Étendre cette obligation à l'échelle de l'Union européenne constitue donc une progression logique et souhaitable, afin de préserver des conditions de concurrence équitables au sein de l'Union Européenne et de respecter le principe français de non-régression en matière de droit de l'environnement.

Les exigences de la CSDDD, résultat d'un compromis politique délicat voté au Parlement Européen en avril 2024, sont proportionnées et réalisables. Elles n'introduisent pas d'obligations de reporting

¹ De nombreuses organisations et parties prenantes réaffirment par ailleurs leur attachement au maintien des principes fondamentaux de la CSDDD, à la suite de la proposition Omnibus. Leurs déclarations sont recensées dans ce site : <https://www.we-support-the-csddd.eu/>

d'informations supplémentaires par rapport à ce qui est déjà exigé en vertu du règlement CSRD et du règlement relatif à la Taxonomie européenne, mais introduisent un principe de responsabilité civile étendue à l'ensemble de la chaîne de valeur, constituant un levier essentiel pour une gestion rigoureuse des risques auxquels les entreprises sont exposées. La directive apportera de nombreux avantages économiques et sociaux à l'UE, tels qu'une meilleure gestion des risques financiers ainsi qu'une réduction des atteintes aux droits humains. Elle devrait être maintenue et clarifiée en maintenant, dans le cadre de la révision Omnibus, l'exercice d'une diligence raisonnable proportionnée fondée sur l'analyse des risques tel que défini par les Principes directeurs de l'OCDE sur le devoir de diligence et les lignes directrices des Nations Unies sur les Droits Humains.

Nous exhortons dès lors la France à maintenir son soutien en faveur de l'application de la directive CSDDD, et dans le cadre des négociations européennes visant à la simplification de la directive, à prendre position en faveur du maintien de l'approche fondée sur les risques, en adéquation avec les standards internationaux.

Nous serions heureux de pouvoir discuter de ces enjeux et de vous partager [nos recommandations plus générales sur la proposition Omnibus](#) lors d'une réunion à votre convenance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Olivier Laffitte

Président FIR



David Atkin

CEO PRI



Les PRI

Les Principes pour l'investissement responsable (PRI) travaillent avec leur réseau international de plus de 5 000 signataires gérant 120 000 milliards de dollars d'actifs pour mettre en pratique les six Principes pour l'investissement responsable. Son objectif est de comprendre les implications des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) en matière d'investissement et d'aider les signataires à intégrer ces questions dans leurs décisions d'investissement et d'engagement actionnarial. Les PRI agissent dans l'intérêt à long terme de leurs signataires, des marchés financiers et des économies dans lesquels ils opèrent et, en fin de compte, de l'environnement et de la société dans son ensemble. Les six Principes pour l'investissement responsable sont un ensemble volontaire et ambitieux de principes d'investissement qui offrent un menu d'actions possibles pour intégrer les questions ESG dans les pratiques d'investissement. Les principes ont été élaborés par des investisseurs, pour des investisseurs. En les mettant en œuvre, les signataires contribuent au développement d'un système financier mondial plus durable. Plus d'informations sur www.unpri.org.

Le FIR

Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) est une association multi-parties-prenantes fondée en 2001 qui a pour objet de promouvoir et de développer l'Investissement Socialement Responsable (ISR). Le FIR regroupe l'ensemble des acteurs de l'ISR : investisseurs, sociétés de gestion, intermédiaires financiers, agences de notations extra-financières, conseils investisseurs, organisations de place, syndicats, ONGs, associations ainsi que des personnalités qualifiées : avocats, journalistes, universitaires... Le FIR est un acteur du dialogue et de l'engagement avec les entreprises cotées sur les questions de développement durable (Briefs investisseurs, études thématiques,

Contacts : elise.attal@unpri.org, gregoire.couste@frenchsif.org

questions écrites aux assemblées générales du CAC 40...). Le Forum est également le promoteur de la Semaine de la finance responsable qui se tient chaque année à l'automne. Il organise avec les Principles for Responsible Investment (PRI), les Prix « Finance et développement durable » qui récompensent les meilleurs travaux universitaires européens. Le FIR est l'un des membres fondateurs d'Eurosif. www.frenchsif.org